



Communiqué de Presse
Bruxelles, le 6 novembre 2013

Non à la criminalisation de ceux qui luttent pour l'accès à la terre et aux ressources

Le 11 novembre prochain, plus de cinquante militants *du Sindicato Andaluz de Trabajadores*, mouvement de travailleurs et ouvriers agricoles, sont appelés à comparaître devant le Tribunal supérieur de justice d'Andalousie (tribunal de grande instance) à Grenade, accusés d'usurpation, de dommages et de désobéissance grave. Ils risquent 88 années de prison et 275000 € d'amende.

Leur crime ? Avoir occupé en 2012 une exploitation agricole, propriété de l'Etat espagnol largement sous utilisée par l'armée pour y garder quelques ânes et chevaux.

Dans cette région où règne un chômage de masse, tous les partis avaient pourtant demandé que cette exploitation soit cédée à la ville d'Osuna, afin de donner un usage social à la terre. La Coordination paysanne Via Campesina, et toutes ses organisations membres, apporte son soutien aux camarades interpellés.

C'est l'accès aux ressources, à la vie décente pour tous qui est en jeu. **La terre, l'eau les semences sont des moyens de production et de survie. Ils ne doivent pas être confisqués à des fins spéculatives, ni par les Etats, ni par les compagnies privées.**